

LA COMMUNICATION STRATEGIQUE DE L'UNION EUROPEENNE COMME INSTRUMENT DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DE LA REPUBLIQUE DE MOLDAVA DANS LE CONTEXTE DU CONFLIT ARME EN UKRAINE

Liliana BENIUC

liliana.beniuc@usm.md

Université d'Etat de Moldavie, République de Moldavie

Abstract: *This article explores how the European Union uses strategic communication to support the resilience of the Republic of Moldova amidst the challenges posed by the armed conflict in Ukraine. The study focuses on the EU's role in strengthening Moldova's ability to counteract disinformation and foreign information manipulation, particularly from Russia. Through an interdisciplinary approach, the research integrates legal and policy analysis with a comparative review of EU communication strategies before and during the conflict. It also applies institutional discourse analysis and content analysis of strategic EU messages to uncover key narratives and tools that shape public perception and societal resilience. The findings reveal that EU strategic communication - delivered through mass media, public diplomacy, and educational initiatives - has played a crucial role in ensuring Moldavian citizens access accurate information while combating hostile narratives. Moldova's efforts to bolster its resilience were notably reinforced by establishing the Centre for Strategic Communication and Combating Disinformation in 2023 and entering into a security partnership with the EU. These steps highlight Moldova's commitment to strengthening its institutional capacities, enhancing cybersecurity, and advancing European values. The study underscores the significance of EU-Moldova collaboration in addressing hybrid threats and promoting stability and integration into the European community.*

Keywords: *strategic communication, resilience, disinformation, Republic of Moldova, European Union, hybrid threats, Information security.*

À l'heure actuelle, la République de Moldavie se confronte à une situation géopolitique d'une complexité extrême en raison du conflit armé en Ukraine. Cette situation l'expose à un large éventail de risques, de menaces et de vulnérabilités, qui ont des répercussions sur sa sécurité nationale, ainsi que sur sa stabilité économique et sociale. Le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité a qualifié

le conflit en Ukraine comme « le plus grand défi pour l'ordre de sécurité européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale » (Borrell, 2022). La proximité avec la zone de conflit, conjuguée au respect du statut de neutralité permanente, à l'insécurité énergétique, à l'instabilité économique et à l'augmentation des flux de réfugiés, accentue la vulnérabilité de la République de Moldavie face à des défis multidimensionnels. Dans ce contexte, la communication stratégique de l'Union Européenne s'impose comme un levier essentiel pour renforcer la résilience sociétale et institutionnelle du pays. Celle-ci repose sur l'utilisation des médias, de la diplomatie publique et des initiatives éducatives afin de garantir à la population l'accès à une information fiable et de contrer les récits hostiles diffusés par des acteurs externes, notamment la Fédération de Russie.

Cet article vise à analyser le rôle de la communication stratégique de l'UE en tant qu'outil de renforcement de la résilience de la République de Moldavie dans le contexte du conflit armé en Ukraine, en mettant en lumière la contribution de l'Union à l'accroissement de la capacité de l'État moldave à faire face à la manipulation de l'information et à la désinformation. La méthodologie adoptée repose sur une approche interdisciplinaire combinant l'analyse du cadre législatif de la République de Moldavie et des politiques européennes avec une étude comparative des stratégies de communication stratégique de l'UE et des mesures de lutte contre la désinformation avant et pendant le conflit en Ukraine. Afin d'identifier les principales narrations et mécanismes influençant la perception publique et la résilience sociétale, l'étude s'appuie sur l'analyse du discours institutionnel et l'examen du contenu des messages stratégiques de l'Union Européenne.

La communication stratégique a été définie de plusieurs manières au fil du temps. L'une des premières définitions, formulée aux États-Unis en 2006, la décrit comme l'ensemble des processus et des efforts coordonnés du gouvernement visant à comprendre et à engager le public cible afin de créer, renforcer ou maintenir des conditions favorables à la promotion des intérêts et objectifs nationaux. Cette approche s'appuie sur l'exploitation d'informations coordonnées, de thématiques structurées, de plans élaborés et d'actions synchronisées avec les autres composantes du pouvoir national. (QDR, 2006). En 2009, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a adopté une définition selon laquelle la communication stratégique de l'Alliance consiste en l'utilisation coordonnée et adaptée de ses activités et capacités de communication – notamment la diplomatie publique, les relations publiques militaires, les opérations d'information et les opérations psychologiques – pour soutenir ses politiques, ses opérations et ses actions en vue de promouvoir ses objectifs (North Atlantic Treaty Organization, 2009).

La communication stratégique de l'Union Européenne se définit par son caractère structuré et coordonné, visant à diffuser un message clair, cohérent et constant afin de renforcer l'image positive de l'UE et de promouvoir ses valeurs, intérêts et politiques, tant au sein de ses frontières qu'à l'international (EUSC, 2016). Ses outils incluent les médias traditionnels, les plateformes numériques, la diplomatie et les campagnes publiques, qui visent à influencer les perceptions, les attitudes et les comportements du public cible. Le caractère stratégique de cette approche découle de son intégration dans le processus décisionnel et de sa capacité à répondre aux défis géopolitiques tout en luttant contre la désinformation et les récits hostiles susceptibles de menacer les intérêts de l'Union. Parmi ses objectifs principaux figurent la promotion d'un sentiment de solidarité européenne, le soutien à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'État de droit, ainsi que le renforcement de la résilience des États membres et des partenaires externes (SV, 2016). Ces efforts renforcent la légitimité et

l'influence de l'UE sur la scène internationale, consolidant son rôle d'acteur global dans un contexte marqué par la concurrence des récits et la complexité des relations internationales contemporaines.

La résilience de la République de Moldavie face au conflit armé en Ukraine reflète sa capacité à faire face aux défis engendrés par cette crise, à s'adapter et à se reconstruire. Ces défis englobent des aspects économiques et sociaux, ainsi que des risques de sécurité et géopolitiques. La résilience repose sur la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de politiques visant à renforcer les institutions de l'État, à protéger la population, à garantir la stabilité et à réduire les vulnérabilités. Du point de vue de la sécurité nationale, la guerre en Ukraine expose la République de Moldavie à des menaces directes et indirectes, notamment à travers la rhétorique agressive de la Russie et la gestion des flux de réfugiés (HPRM, 2023). Dans ce contexte, le renforcement de la résilience de la Moldavie requiert une consolidation du secteur de la défense, un approfondissement de la coopération avec l'UE et l'OTAN, ainsi que des investissements accrus dans la cybersécurité. Pour renforcer sa résilience géopolitique, la République de Moldavie a adopté une position claire en faveur de l'intégration européenne, poursuivant la mise en œuvre des réformes internes et bénéficiant du soutien de ses partenaires internationaux. Ces efforts sont essentiels pour assurer la stabilité et la sécurité nationale dans un environnement géopolitique en constante évolution.

La manipulation et l'ingérence de l'information étrangère, souvent englobées sous le terme générique de « désinformation », constituent un enjeu politique et sécuritaire de plus en plus préoccupant pour l'Union Européenne. Selon la chercheuse polonaise Agnieszka Glapiak, la lutte contre la désinformation et le maintien d'une communication stratégique efficace figurent parmi les stratégies défensives les plus importantes dans le cadre des conflits hybrides (Glapiak, 2023 : 23). Depuis 2015, le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) a intensifié ses efforts pour contrer la désinformation étrangère, la manipulation de l'information et les ingérences extérieures, en mettant l'accent sur le renforcement de la communication stratégique avec les États du Partenariat Oriental, de la Voisinage Sud et des Balkans Occidentaux (ID, 2021). Le SEAE définit la « manipulation » et les « ingérences de l'information étrangère » comme des comportements visant à menacer ou à porter atteinte aux valeurs européennes, aux procédures démocratiques et aux processus politiques de l'Union Européenne (Hénin, 2023). Ces activités sont intentionnelles et coordonnées, poursuivant des objectifs de manipulation. Elles peuvent être menées aussi bien par des entités étatiques que par des acteurs non étatiques, y compris des agents mandatés, opérant à l'intérieur comme à l'extérieur de leur territoire d'origine.

Conformément à la législation de la République de Moldavie relative au Centre pour la Communication Stratégique et la Lutte contre la Désinformation, adoptée en 2023, les « actions étrangères de manipulation de l'information et les « ingérences extérieures » sont définies comme des efforts intentionnels et coordonnés menés par des entités extérieures, qu'il s'agisse des gouvernements, leurs agences ou des acteurs non étatiques. Ces actions visent à influencer l'opinion publique, les flux d'information ou les récits d'un autre pays (LRM, 2023). Ces actions sont dirigées vers des objectifs stratégiques, politiques ou idéologiques propres et sont susceptibles de nuire à la sécurité et aux intérêts nationaux.

L'approche adoptée en matière de communication stratégique et de lutte contre la désinformation s'articule autour d'une stratégie intégrée et adaptable, visant à protéger les valeurs démocratiques de l'UE, à garantir la transparence des processus politiques et à réduire les vulnérabilités face aux campagnes de désinformation et aux autres formes

d'ingérence informationnelle étrangère. Le Service Européen pour l'Action Extérieure développe et renforce en permanence ses capacités d'analyse et d'évaluation de ces menaces. L'objectif de ces efforts est de proposer une réponse plus précise et efficace à ces défis, contribuant ainsi à la protection des processus démocratiques, de la sécurité et des citoyens de l'Union Européenne. Grâce à ces initiatives, le SEAE joue un rôle clé dans la construction d'un environnement informationnel résilient et dans la préservation de l'intégrité démocratique face aux menaces globales liées à la manipulation de l'information et aux ingérences étrangères.

Selon la Commission Européenne, les manipulations informationnelles et les ingérences étrangères constituent une menace majeure dont les objectifs principaux sont les suivants : a) éroder la confiance du public dans la légitimité et l'efficacité des institutions démocratiques ; b) accroître la polarisation et les divisions au sein de l'UE, intensifiant ainsi les tensions sociales et politiques ; c) compromettre la capacité de l'UE à mettre en œuvre ses politiques tant au niveau interne qu'international ; d) encourager la violence politique dans des régions déjà sujettes aux conflits, sapant ainsi les efforts de l'UE et de la communauté internationale pour maintenir la paix à l'échelle mondiale. Ces actions subversives sont conçues pour déstabiliser les structures démocratiques et affaiblir l'unité et la cohésion de l'Union Européenne, représentant ainsi un défi complexe dans un environnement géopolitique de plus en plus tendu.

Les acteurs étrangers cherchant à manipuler et à interférer dans l'espace informationnel européen utilisent un ensemble de tactiques, techniques et procédures en constante évolution. Ces actions sont souvent combinées avec des cyberattaques et d'autres formes de menaces hybrides, amplifiant ainsi leur impact sur la sécurité et la stabilité de l'Union Européenne.

Le Service Européen pour l'Action Extérieure considère la manipulation et l'ingérence de l'information étrangère (FIMI) comme un double défi à deux dimensions. D'une part, le Service Européen pour l'Action Extérieure œuvre à la protection des processus démocratiques au sein de l'UE et de ses États membres contre ces ingérences. D'autre part, il s'engage dans un dialogue approfondi avec les pays partenaires afin d'échanger des expériences et de coordonner les efforts de lutte contre la FIMI dans le cadre de ses missions et opérations civiles et militaires, contribuant ainsi à la promotion de la démocratie à l'échelle mondiale. La réponse du SEAE à ces menaces repose sur plusieurs axes : 1) l'élaboration de politiques, méthodologies et analyses approfondies pour contrer la FIMI ; 2) la mise en place d'un système d'alerte rapide (RAS) contre la désinformation, favorisant la coopération entre les institutions européennes et les États membres ; 3) le développement d'un cadre méthodologique pour la collecte systématique de preuves sur les incidents liés aux ingérences informationnelles. À cet effet, une communauté d'experts a été créée, soutenue par un Centre de partage et d'analyse de l'information (IMI ISAC).

En 2024, la sécurité et l'autonomie stratégique sont devenues comme des priorités majeures pour l'Union Européenne, marquant un changement significatif par rapport à 2019. Alors qu'en 2019, la communication stratégique de l'Union Européenne était axée sur « *la construction d'un avenir commun* », les documents de 2024 reflètent une approche nouvelle, mettant l'accent sur la souveraineté, la sécurité et la force. Ce repositionnement souligne l'adaptation de l'UE aux défis géopolitiques actuels et le renforcement de son rôle en tant qu'acteur global garant de la stabilité et de la protection de ses citoyens (SS, 2024).

L'Agenda stratégique 2024 débute par une évaluation réaliste et détaillée des défis mondiaux, insistant sur la nécessité de renforcer une « *Europe forte et souveraine* » (SA, 2024). Cette orientation traduit la prise en compte des transformations profondes du paysage géopolitique international, influencées par des événements majeurs tels que la pandémie de COVID-19, la crise énergétique mondiale et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans ce contexte, l'Union Européenne redéfinit sa communication stratégique de manière plus affirmée, mettant en avant son rôle dans la sécurisation de ses citoyens et dans la consolidation de sa position d'acteur influent sur la scène internationale.

Un exemple concret de l'engagement de l'UE en faveur de la sécurité et de la stabilité régionales est la Mission de partenariat de l'Union Européenne en République de Moldavie (EUPM). À la demande du gouvernement moldave, l'Union Européenne a officiellement établi cette mission le 24 avril 2023, dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Lancée par le Conseil de l'UE le 22 mai 2023 et inaugurée officiellement le 31 mai 2023, EUPM est une mission civile, non exécutive et non armée, visant à renforcer la sécurité et la résilience de la République de Moldavie face aux défis induits par un environnement géopolitique de plus en plus instable. Cette initiative illustre l'engagement de l'Union Européenne à adapter ses stratégies et ses ressources pour mieux répondre aux nouvelles menaces, tout en consolidant ses partenariats avec les pays de son voisinage (UEPM, 2023).

L'EUPM vise à soutenir la République de Moldavie en fournissant des conseils stratégiques et un appui opérationnel afin de renforcer le secteur de la sécurité intérieure. Parmi ses objectifs principaux figurent : a) le renforcement des structures de gestion des crises pour une réponse plus efficace aux situations d'urgence ; b) l'amélioration de la capacité à faire face aux menaces hybrides, y compris la manipulation et l'ingérence de l'information étrangère (FIMI) ; c) l'assurance de la cybersécurité par l'amélioration des infrastructures et des stratégies de protection numérique. L'EUPM offre un accompagnement dans l'élaboration des stratégies et des politiques nationales, mettant l'accent sur l'identification des mesures nécessaires pour renforcer les capacités d'alerte précoce, détecter et identifier les menaces, ainsi que réagir rapidement et efficacement aux défis émergents.

La République de Moldavie a accompli des progrès significatifs dans le renforcement de ses capacités institutionnelles grâce à l'ouverture du Centre pour la Communication Stratégique et la Lutte contre la Désinformation (CCSCD), approuvé par la décision du Parlement du 24 novembre 2023 (CCS1, 2023). Ce centre, qui dispose d'un effectif limité à 24 unités, est structuré en plusieurs directions et services spécialisés : 1) la Direction de l'analyse et de la veille stratégique, chargée de surveiller et d'analyser le contexte informationnel ; 2) la Direction du renforcement de la résilience, axée sur le renforcement des capacités institutionnelles et sociétales ; 3) la Direction du développement et des partenariats, qui gère les collaborations internationales et les programmes de développement ; 4) le Service financier, le Service juridique et le Service administratif, assurant le soutien opérationnel et organisationnel. La gestion du CCSCD est assurée par un Directeur et un Directeur adjoint, responsables de la coordination des activités et de la mise en œuvre de la stratégie du Centre. Cette structure illustre l'engagement de la République de Moldavie et de l'UE à lutter contre la désinformation et à renforcer la résilience de l'État face aux menaces complexes dans un contexte géopolitique instable.

La stratégie moldave en matière de communication stratégique et de lutte contre la désinformation, ainsi que des actions de manipulation de l'information et d'ingérence

étrangère pour la période 2024-2028, a été élaborée par le CCSCD et adoptée par le Parlement de la République de Moldavie le 22 décembre 2023 (CCS1, 2023). Ce document stratégique définit les orientations et les mesures nécessaires pour protéger l'espace informationnel national et renforcer la résilience du pays face aux défis mondiaux. Conformément à la législation moldave, la communication stratégique et les actions de lutte contre la désinformation reposent sur plusieurs piliers fondamentaux : 1) *L'intégration européenne* – par la promotion des valeurs européennes et l'alignement aux normes de l'UE ; 2) *La cohésion sociale* – par le renforcement des liens entre les différentes composantes de la société et la réduction des vulnérabilités informationnelles ; 3) *La résilience économique* – par le développement de politiques garantissant la stabilité économique et la protection contre les effets négatifs de la désinformation sur le marché intérieur ; 4) *Le renforcement du secteur de la défense* – par le développement des capacités nationales de sécurité et la mise en œuvre des mesures de protection contre les menaces hybrides ; 5) *La consolidation de la sécurité nationale* – par la création d'un environnement sûr et stable, capable de répondre aux défis informationnels et géopolitiques (CCS1, 2023).

Dans cette perspective, la conception moldave de la communication stratégique et de la lutte contre la désinformation constitue une avancée essentielle pour garantir une résilience nationale renforcée, mettant en évidence l'engagement de la République de Moldavie à protéger ses valeurs démocratiques, sa stabilité interne et ses relations avec ses partenaires internationaux, en particulier avec l'Union Européenne. Selon la déclaration de la Directrice du CCSCD, le Centre pour la Communication Stratégique entend jouer un rôle d'alerte à destination de la population, de la société civile et des institutions étatiques (CCS2, 2024).

Le 21 mai 2024, la République de Moldavie est devenue le premier pays à signer un partenariat en matière de sécurité et de défense avec l'Union Européenne, marquant ainsi une avancée significative dans le renforcement de la coopération entre les deux parties dans ce domaine. Ce partenariat reflète l'engagement commun en faveur de la stabilité et de la sécurité dans un contexte géopolitique régional particulièrement tendu.

Conformément à la résolution du Parlement européen adoptée le 8 octobre 2024 concernant le renforcement de la résilience de la République de Moldavie face aux ingérences de la Russie, avant l'élection présidentielle et le référendum constitutionnel sur l'intégration européenne, la Fédération de Russie a recours à diverses tactiques hybrides pour déstabiliser le pays. Parmi ces actions figurent : 1) des provocations et des campagnes de désinformation ; 2) le financement illégal de partis politiques ; 3) des cyberattaques ; 4) d'autres moyens subversifs visant à saper la stabilité, la souveraineté, l'ordre constitutionnel et les institutions démocratiques de la République de Moldavie (PCR, 2024).

Les actions subversives menées par la Russie visent à réduire le soutien populaire à l'intégration européenne de la République de Moldavie et à provoquer une instabilité interne. Un exemple significatif est l'utilisation du réseau RT (anciennement « Russia Today »), financé par l'État russe, qui a élargi son champ d'action au-delà des médias en s'impliquant dans des opérations cybernétiques, des activités d'influence dissimulée, des acquisitions militaires et dans la guerre informationnelle dans plusieurs régions. Parmi les stratégies déployées par la Fédération de Russie en République de Moldavie figurent : a) la création et la promotion d'organisations écrans, présentées comme des organisations non gouvernementales ou des « *centres culturels* » ; b) la diffusion de la désinformation à la fois en ligne et hors ligne ; c) le soutien à des partis politiques pro-russes ; d) les tentatives de

rétablir la dépendance énergétique de la République de Moldavie des hydrocarbures russes. En 2023, l'Union Européenne a réagi à ces menaces en imposant des sanctions à plusieurs oligarques moldaves et agents pro-russes impliqués dans des actions menaçant la souveraineté, l'indépendance et la stabilité du pays.

Selon le rapport du Service de Renseignement et de Sécurité de la République de Moldavie (RSIS), les activités menées par la Russie ont atteint un niveau d'intensité sans précédent. Les menaces hybrides ciblent directement les processus démocratiques et l'intégration européenne du pays, notamment en amplifiant les tendances séparatistes radicales dans le sud de la République de Moldavie, en particulier dans la région autonome de Gagaouzie (RSIS, 2023). Les méthodes employées incluent la propagande, la manipulation de l'espace informationnel, l'ingérence dans le processus électoral et la mise en œuvre d'opérations subversives. Les représentants du SIS ont signalé que la Russie avait alloué environ 100 millions d'euros au financement de la campagne « *Non* », destinée aux groupes politiques pro-russes et à la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux. Ces initiatives visaient à semer le doute quant à la légitimité du processus électoral en Moldavie. Ces défis soulignent l'importance du partenariat stratégique entre la République de Moldavie et l'UE pour garantir la stabilité, renforcer la résilience et protéger la démocratie face aux menaces hybrides et aux campagnes de désinformation d'ampleur croissante.

Pour contrer l'ingérence de la Russie dans ses affaires internes, la République de Moldavie a adopté plusieurs mesures, notamment l'interdiction des partis politiques pro-russes opérant en dehors du cadre légal, la sanction des oligarques impliqués dans des activités subversives, ainsi que la suspension des médias diffusant de la désinformation. Ces actions incluent également un renforcement des contrôles douaniers. L'ensemble de ces mesures est inscrit dans la Stratégie de sécurité nationale actualisée de la République de Moldavie, qui identifie les campagnes de désinformation et autres attaques hybrides menées par la Russie comme des menaces directes à la stabilité du pays (HPRM, 2023).

Le Parlement européen a appelé l'Union Européenne et ses États membres à apporter un soutien accru à la République de Moldavie pour la mise en œuvre des actions suivantes : a) garantir l'assistance nécessaire au renforcement des mécanismes institutionnels et des capacités de réponse face aux menaces hybrides ; b) soutenir la Moldavie dans la lutte contre la désinformation, les menaces hybrides et les cyberattaques ; c) renforcer les capacités du pays en matière de cybersécurité et accroître sa résilience face aux influences extérieures malveillantes ; d) combattre les discours de désinformation et les ingérences hostiles de la Russie, visant à justifier son agression contre l'Ukraine (PCR, 2024). En parallèle, le Parlement européen a demandé au Conseil de l'UE d'adopter des sanctions ciblées supplémentaires à l'encontre des personnes et entités soutenant ou menant des actions qui portent atteinte à la souveraineté et à l'indépendance de la République de Moldavie ainsi qu'à sa démocratie, sa stabilité et son état de droit.

Afin de lutter plus efficacement contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères en République de Moldavie, le Parlement européen a également exhorté l'Union Européenne et ses États membres à assurer le bon fonctionnement de la Mission de partenariat de l'UE en République de Moldavie (EUPM), tout en suggérant l'extension de son mandat au-delà de mai 2025.

En conclusion, cet article a été élaboré dans le cadre de projet ERASMUS-JMO-2023-CHAIR « Le rôle de l'UE dans le système international émergent », n° 101126798, dont l'objectif a été d'analyser les nouvelles politiques de l'Union Européenne dans un

contexte géopolitique en mutation, en mettant l'accent sur les perspectives d'intégration européenne de la République de Moldavie. Tout État souverain a le droit fondamental d'assurer sa défense et d'investir dans ses capacités de protection et de résilience, ces actions étant compatibles avec le statut de neutralité de la Moldavie. La résilience du pays face au conflit armé en Ukraine est un concept multidimensionnel impliquant un renforcement des institutions et de la société face à des menaces complexes. Cette résilience repose sur une coordination efficace entre les autorités nationales, les institutions européennes et les citoyens, dans une approche à long terme visant à garantir la paix, la stabilité, la prospérité, la sécurité et l'intégration européenne.

BIBLIOGRAPHIE

- BORELL, Josep, (2022), *L'Europe dans l'interregne : notre réveil géopolitique après l'Ukraine*, Le Grand continent, 24 mars 2022, disponible en ligne : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/24/leurope-dans-linterregne-notre-reveil-geopolitique-apres-lukraine/>.
- CCS1, (2023), *Concepția de comunicare strategică și contracarare a dezinformării pentru anii 2024-2028, adoptată de Parlament*, disponible en ligne : <https://multimedia.parlament.md/conceptia-de-comunicare-strategica-si-contracarare-a-dezinformatii-pentru-anii-2024-2028-adoptata-de-parlament/>.
- CCS2, (2024), *Concepția de comunicare strategică și contracarare a dezinformării pentru anii 2024-2028, adoptată de Parlament. Reacția opoziției*, disponible en ligne : <https://mediacritica.md/conceptia-de-comunicare-strategica-si-contracarare-a-dezinformatii-pentru-anii-2024-2028-adoptata-de-parlament-reactia-opozitiei/>.
- CSCD, (2023), *Hotărârea Parlamentului Republicii Moldavie privind aprobarea structurii și a efectivului-limită ale Centrului pentru Comunicare Strategică și Combatere a Dezinformării*, disponible en ligne : <https://www.parlament.md/ns-newsarticle-Concepia-de-comunicare-strategic-i-contracarare-a-dezinformatii-pentru-anii-20242028-adoptat-de-Parlament.nsp.x>.
- EUSC, (2016), *EU Strategic Communication to Counteract Anti-EU Propaganda by Third Parties*, disponible en ligne : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2016-0441_EN.html.
- GLAPIAK, Agnieszka, (2023), *Implications of the War in Ukraine for the Strategic Communication System of the Polish Ministry of National Defence*, dans "Security and Defence Quarterly", 43(3), pp. 22-45, <https://doi.org/10.35467/sdq/173070>, disponible en ligne : <https://securityanddefence.pl/Implications-of-the-war-in-Ukraine-for-the-strategic-communication-system-of-the.173070.0.2.html>.
- HENIN, Nicolas, (2023), *FIMI: Towards a European Redefinition of Foreign Interference*, dans "EU DisinfoLab", Avril 2023, disponible en ligne : https://www.disinfo.eu/wp-content/uploads/2023/04/20230412_FIMI-FS-FINAL.pdf.
- HPRM, (2023), *Hotărârea Parlamentului Republicii Moldova, nr. HP391/2023 din 15.12.2023 privind aprobarea Strategiei securității naționale a Republicii Moldova*, dans « Monitorul Oficial », nr. 17-19, art. 28, disponible en ligne : https://presedinte.md/app/webroot/uploaded/Proiect%20SSN_2023.pdf.
- LRM, (2023), *Legea Republicii Moldavie privind Centrul pentru Comunicarea Strategică și Combaterea Dezinformării*, nr. 242 din 31-07-2023, dans « Monitorul Oficial », 18.08.2023, nr. 318-321, art. 566, disponible en ligne : https://www.legis.md/cautare/getResults?doc_id=138661&lang=ro.
- PCR, (2024), *Propunere Comună de Rezoluție referitoare la consolidarea rezilienței Republicii Moldavie împotriva ingerințelor Rusiei înainte de următoarele alegeri prezidențiale și un referendum constituțional privind integrarea europeană*, 8.10.2024, (2024/2821 (RSP), disponible en ligne : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-10-2024-0072_RO.html.
- QDR, (2006), *US Department of Defence QDR Execution Roadmap for Strategic Communication*, p. 3, disponible en ligne : <https://apps.dtic.mil/sti/pdfs/ADA495367.pdf>.
- RPE, (2024), *Rezoluția Parlamentului European referitoare la consolidarea rezilienței Republicii Moldavie împotriva ingerințelor Rusiei înainte de următoarele alegeri prezidențiale și un referendum constituțional privind integrarea europeană*, (2024/2821(RSP), 9 octombrie 2024, disponible en ligne : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2024-0016_RO.html.

- RSIS, (2023), *Raport Serviciul de Informații și Securitate*, disponible en ligne : https://sis.md/sites/default/files/comunicate/fisiere/Raport%20SIS_0.pdf.
- SA, (2024), *Strategic Agenda 2024-2029*, disponible en ligne : <https://www.consilium.europa.eu/en/european-council/strategic-agenda-2024-2029/>.
- SCP, (2009), *NATO Strategic Communications Policy*, PO 0141, 29 September (SG (2009)0794), Annex, disponible en ligne : <https://info.publicintelligence.net/NATO-STRATCOM-Policy.pdf>.
- SS, (2024), *“Storytelling Shift”: évolution des stratégies de communication de l’UE entre 2019 et 2024*, disponible en ligne : <https://www.lacomeuropeenne.fr/2024/11/04/storytelling-shift-evolution-des-strategies-de-communication-de-lue-entre-2019-et-2024/>.
- SV, (2016), *Shared Vision, Common Action: A Stronger Europe A Global Strategy for the European Union’s Foreign and Security Policy*, June 2016, disponible en ligne : https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eugs_review_web_0.pdf.
- TD, (2021), *Tackling Disinformation: Information on the Work of the EEAS Strategic Communication Division and Its Task Forces (SG.STR.AT.2)*, disponible en ligne : https://www.eeas.europa.eu/countering-disinformation/tackling-disinformation-information-work-eeas-strategic-communication-division-and-its-task-forces_und_en.
- UEMP, (2023), *Misiunea de Parteneriat a Uniunii Europene în Republica Moldova, inaugurată la Chișinău*, disponible en ligne : <https://eunighbourseast.eu/ro/news/latest-news/misiunea-de-parteneriat-a-uniunii-europene-in-republica-Moldavie-inaugurata-la-chisinau/>.

